

**special
EX - MIL**

**ESPAGNE
LIBERTAIRE
n° 00**



LA



VERITE

SUR LES

EMPRISONNES



DE



BARCELONE



Supplement à Front libertaire

SOMMAIRE

- INTRODUCTION P.1
- TEXTE FAIT EN PRISON (CARCEL MODELO DE BARCELONA) PAR LES MILITANTS DE L'EX-MIL ET G.A.C. P.1
- GANGSTERS OU REVOLUTIONNAIRES, TEXTE DE PRESENTATION DES POSITIONS DE L'EX-MIL ET GAC P.6
- TRADUCTION DE L'ACTE D'ACCUSATION P.15
- CONGRES D'AUTO-DISSOLUTION DU MIL P.20
- NOTE SUR LE PROCES " PUIG ANTICH " P.25
- COMMUNIQUE DES ARRETES DE L'EX-MIL-GROUPE
- AUTONOME D'INTERVENTION A PARIS P.26

Mardi 8 janvier, le conseil de guerre de Barcelone, au mépris de sa propre «légalité» fasciste a condamné à mort Salvador PUIG ANTICH, militant libertaire de l'ex-Mouvement Ibérique de Libération.

Deux autres militants de l'ex-MIL ont eux aussi été condamnés à de lourdes peines :

- José Luis Pons LLOBET (âgé de 18 ans) condamné à 30 ans de prison,
- Maria Augustia MATEOS FERNANDEZ (âgée de 17 ans) condamnée à 5 ans de prison.

Dans les jours à venir, d'autres peines de mort seront vraisemblablement requises contre d'autres militants de l'ex-MIL.

Une autre mort menace également ces militants : c'est la mort politique à laquelle l'Etat Franquiste a voulu les condamner en les faisant passer pour de simples gangsters.

Cette brochure a pour but de rétablir la vérité sur leurs activités en publiant certains textes de base du MIL et en apportant certaines précisions sur leurs actions.

Paris le 14 Janvier 1974



TEXTE FAIT EN PRISON PAR DES MILITANTS DE L'EX-MIL.

Dans la seconde partie des années 60, le mouvement révolutionnaire renaît à l'échelle mondiale. Les grèves sauvages des mineurs de Limburg (Belgique 67), Mai 68 en France, automne chaud, 68 en Italie, la grève insurrectionnelle en Pologne en 1970, les mutins des ghettos nord américains, les révoltes dans les prisons françaises, italiennes, nord américaines etc ...

En bref des milliers de luttes dans toutes les parties du globe nous démontre une résurgence de la violence du mouvement révolutionnaire, qui se traduit par une indifférence totale envers les syndicats, lutte pour l'abolition de l'autorité et de la hiérarchie, sabotage du processus de production et des marchandises dans les entreprises ...

Cette forme de résurgence du mouvement révolutionnaire s'est produite en Espagne avec les luttes similaires à celles du monde : généralisation des comités et commissions d'entreprises dans la lutte permanente à la base, contre le système d'exploitation et l'oppression du capital, boycott total des syndicats (printemps 71), grèves sauvages et actions violentes des masses dans les fabriques et les quartiers (AEG de Tarassa, Harry Walker, Seat, Granada, Ferrol, San Adrian, Pamplona, ect...). Ces luttes se présentent comme une nécessité d'auto-organisation de la classe pour la destruction du système et de l'état capitaliste, pour la venue du communisme.

Dans cette résurgence du mouvement révolutionnaire, L'unique intervention des communistes, c'est la résolution des tâches et des problèmes posés dans le mouvement révolutionnaire réel dans sa lutte à la base.

La prolifération à l'échelle mondiale de groupes spécifiques répond aux besoins propres qu'ont les communistes pour la résolution de ces tâches dont la pratique s'adapte suivant leur position historico-géographique.

Le MIL est une des formes concrètes que prennent les groupes spécifiques en CATALOGNE pour développer leur rôle d'agitation par le moyen de l'acte et la parole. Avec l'apparition des premières grèves sauvages et des premières actions violentes de la classe, le MIL naît pour appuyer ces dites luttes. Cet appui et cette participation se traduisent par la parution des textes délibérément oubliés par la contre-révolution qui par leur nouveauté reposent le problème du communisme.

Pour les communistes aujourd'hui le problème de l'abolition du capital passe par la démystification du réformisme des groupes et groupuscules qui ne sont que l'extrême gauche du programme du capital. C'est la présence de ces vieilles idéologies, qui tentent de s'introduire comme avant-garde de la classe ouvrière qui nous oblige à en parler comme suit : de la stratégie de la misère à la misère de la stratégie.

La réalisation des tâches que nous nous sommes imposées exige un long processus de structuration.

Durant ces trois dernières années, le MIL a développé un travail d'agitation ainsi que ce travail de structuration.

De la même manière que les membres du MIL exproprièrent une banque, ils se voyaient obligés de rompre avec un groupe de base qui voulait transformer sa lutte révolutionnaire prolétarienne en un exemple de lutte à suivre et ainsi se groupuscularisant idéologiquement, ils se voyaient obligés d'aider matériellement des groupes de base etc..

La violence révolutionnaire que développent les groupes spécifiques est une réponse globale du prolétariat à la violence physique du capital.

Les manifestations de rage et de colère etc., sont des expressions de guerre civile révolutionnaire latente.

Le rôle des groupes spécifiques est l'approfondissement communiste de cette situation globale.

La simultanéité de l'agitation et de la dynamique du processus de structuration nécessaire a abouti à une structure organisationnelle politico-militaire en nette contraction avec le rôle d'approfondissement communiste des contradictions sociales.

Face à cette réalité, le MIL s'auto-dissout.

Les communistes qui appartenaient au MIL continuent leurs tâches d'agitation dans des groupes spécifiques appelés G.A.C. (Groupes Autonomes de Combat).

En septembre 73, certains communistes organisés dans divers groupes autonomes de combat sont arrêtés par les forces armées du capital.

Aujourd'hui, aussi bien la gauche comme la droite du capital essayent maintenant de justifier, en ayant recours à une solution « humanitaire », leur nécessité de destruction de leur contraire : LE COMMUNISME.

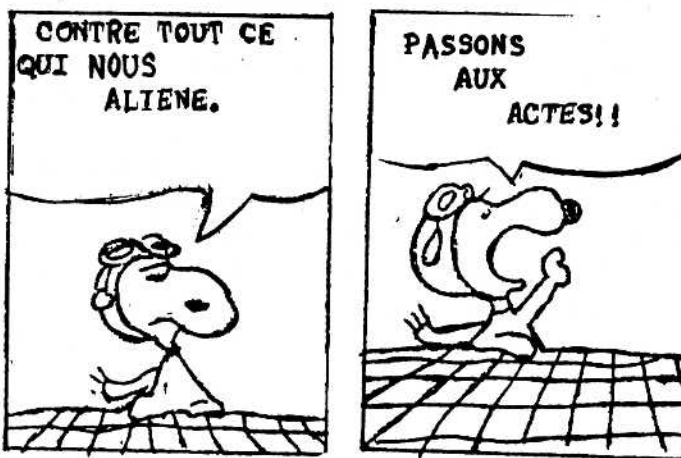
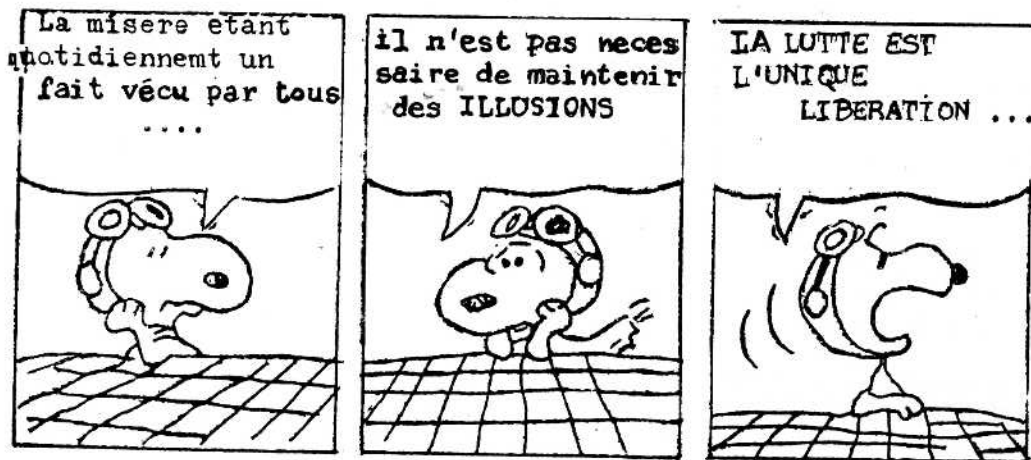
Les communistes des GAC - septembre 73 - considérons que l'intensification de la lutte pour la destruction du système qui engendre la répression est la meilleure manière de développer la solidarité des révolutionnaires avec les emprisonnés.

Nous faisons appel à tous les révolutionnaires pour que leurs luttes contre la répression soient leur propre démystification, comme une nécessité logique et fatale du capital ; pour qu'ils diffusent les textes historiques des luttes du prolétariat censurés par la contre-révolution, les textes actuels qui posent le problème du communisme dans les diverses parties du globe ; pour qu'ils situent le problème de la violence révolutionnaire dans son contexte réel : la guerre civile révolutionnaire ; enfin, nous appelons tous les révolutionnaires pour qu'ils interviennent dans l'approfondissement communiste des contradictions sociales du système du capital.

NI MARTYRS , NI PROCES , NI PRISONS , NI SALAIRES

VIVE LE COMMUNISME !

Groupe Autonome de Combat Septembre 73
Décembre 73 Prison Modelo de Barcelone (Espagne).



Le 16 septembre, après une expropriation a main armee a BELLVER de GERDANYA, des membres de l'ex-MIL se font arrêter, après une fusillade avec la Garde Civile. Ce sont Oriol Sole Sugranyes, 25 ans, typographe et José Luis Pons Llobet, 18 ans, étudiant ; un troisième, Jorge Sole Sugranyes, 22 ans, décorateur réussit à s'enfuir et à gagner la Belgique, il est condamné à mort par la justice espagnole et menacé d'extradition.

Suite à cette affaire, la police arrête, le 18 septembre, Maria Angustia Mateos Fernandez, 17 ans, lycéenne, réfugiée chez son beau père, dans la famille de J.L. Pons Llobet, à Barcelone. Durement interrogée pendant 72 heures, elle sera incarcérée.

Le 21 septembre, arrestation de Emilio Pardinias Viladrich et M.L. Piguillem Mateos (mise en liberté conditionnelle une semaine plus tard) à la sortie du travail de celle-ci.

Le soir du 24 septembre, la police arrête, à la sortie de chez lui, Santiago Soler Amigo, 33 ans. Il servira d'appât pour le piège tendu le lendemain par la police, et qui permit d'arrêter 2 militants de l'ex-MIL, Francisco Javier Garrida Paituvi, 24 ans, correcteur et Salvador Puig Antich, 25 ans, étudiant, lequel, en tentant de s'échapper, blessa mortellement un inspecteur de la Brigade Politico-Sociale (Police Politique), et un autre plus légèrement.

Après ces 8 arrestations, 7 autres personnes, dont l'identité n'a pas jusqu'ici été révélée par la police, ont été interpellées.

Comme toujours, la solidarité entre les Etats au niveau de la répression a joué : Interpol recherche plusieurs militants qui ont quitté la Péninsule.

- Deux militants, E. Pardinias Viladrich et F.J. Garraiga Paituvi ont été déferés devant le TOP Tribunal d'Orden Publico). Accusés d'association illicite et de propagande illégale, ils risquent vingt ans de prison pour chacun de ces motifs et leur procès peut ne pas avoir lieu avant un an.

Oriol Sole Sugranyes, J.L. Pons Llobet et Jorge Sole Sugranyes (en Belgique) seront jugés par des tribunaux militaires (conseils de guerre)

- à LERIDA pour banditisme et terrorisme, et tentative de meurtre (ils ont tiré sur un employé de la banque de Bellver qui tentait de les poursuivre)
- à GERONE pour résistance à la force armée.
- ils risquent aussi (mais l'information n'est pas confirmée) d'être jugés avec ceux de BARCELONE pour association illicite.

Pour le conseil de guerre de Barcelone, le verdict est connu avant même qu'il se réunisse, le Gouverneur Civil ayant cédé aux pressions de l'extrême-droite et de la police qui menaçaient, si Salvador Puig n'était pas condamné et exécuté, de manifester comme au mois de Mai à Madrid.

SALVADOR PUIG ANTICH (Gustavo-Ei Metge) Employé de bureau en 68, se lance dans la lutte révolutionnaire dans les commissions ouvrières de quartier. Conjuguant son travail et des cours du soir à

l'institut MARAGALL, il fait partie en 69 de la «commission des étudiants de Bachillerato» de ce collège. Après son service militaire, il rentre au MIL en novembre 71 et participe activement à ses luttes. Jusqu'à son arrestation le 25 septembre. Il est détenu à l'infirmerie de la prison MODELO de Barcelone.

ORIOL SOLE SUGRANYES (VICTOR) : dans les années 65-67, il participe aux premières organisations étudiantes et au SDEUB. Arrêté au couvent des Capucines de Sarria et plus tard au monastère de Montserrat, jugé par un TOP, il sera acquitté du délit de propagande illégale. Il rentre aux Jeunesses Communistes de Catalogne, puis dans un groupe dissident du PSUC (parti communiste) qui deviendra le PCE (international). C'est à ce moment qu'il abandonne ses études pour travailler comme typographe. En septembre 68 il est arrêté à Gerona. Accusé de propagande illégale et association illicite, il est condamné par le TOP à deux ans de prison. Sa peine finie il fait partie d'un groupe de syndicalistes révolutionnaires qui édite les revues QUE HACER? et NUESTA CLASE. Il s'exile en France en septembre 70. Dès le début il fait partie du noyau initial du MIL. En mars 71 il est arrêté par la police française près de



la frontière espagnole. Accusé de port d'armes et association de malfaiteurs, il est condamné à un mois an de prison. Il s'évadera au mois d'aout

Il milite activement dans le MIL jusqu'à être arrêté à nouveau le 20 septembre 72 et condamné à un an de prison. Libéré le 20 juin 73 il réintègre le MIL. Arrêté le 16 septembre il sera, en compagnie de J.L. Pons Llobet, promené enchaîné dans les rues de Pujcerda et torturé par la Garde Civil et la BPS. Détenu à la prison de Gerona.

JOSE LUIS PONS LLOBET (Queso). Militant des Jeunesses Universitaires Révolutionnaires, il participe à la lutte menée par les étudiants du collège «Mila y Fontanals» pendant l'année scolaire 71/72, se faisant remarquer par sa combativité. Depuis le début de 73 il milite activement au MIL. Arrêté et torturé avec Oriol Solé (Gerona).

EMILIO PARDINAS VILADRICH («PEDRALSA»), participe activement au SDEUB, parti en France pour y continuer ses études, il prend part à l'insurrection de Mai 68, arrêté, il sera condamné à un an de prison, et finalement expulsé. De retour à Barcelone, il travaille aux Editions Redondo où il dirige une collection politique, avant de devenir professeur à l'Université. Depuis octobre 72 il participe activement au MIL et aux éditions Mayo 37. Détenu à la prison MODELO de Barcelone.

FRANCISCO JAVIER GARRIGA PAITUVI (Carlos, el Secretario). Dans les années 66/69, il milite au F.F.S. (Forces Socialistes Fédérales) de la région du Valles Oriental. A partir de 68 il travaille dans les ateliers des éditions Ariel à Esplugas de Llobregat, participant aux luttes des Commissions Ouvrières des Arts Graphiques et à la lutte revendicative dans l'entreprise, il sera renvoyé après une grève.

Il prend une part active aux Commissions Ouvrières de Quartiers jusqu'en 69. Après cette date il s'oriente vers l'activité théorique et la formation politique de militants ouvriers, ce qui le mènera à participer aux Editions Mayo 37. Torturé pendant plusieurs jours dans la «salle d'opération» de la BPS, il est actuellement détenu à l'infirmerie de la prison Modelo de Barcelone, gravement atteint à l'estomac.

SANTIAGO SOLER AMIGO (Fede, El Petit) commence son activité politique dans les groupes intellectuels qui créeront les Forces Socialistes Fédérales. Licencié de philosophie et journaliste, il mène un grand travail intellectuel et révolutionnaire à Badalona et Sta Coloma. Conjugant le travail politique et l'activité théorique avec ses emplois de journaliste et professeur, il participe dès le début aux Editions Mayo 37. N'a pas été torturé en raison de son état de santé (poliomyélite et épileptique). Détenu à la prison Modelo de Barcelone.



Alors vieux, on se fait mettre le garrot au cou...!

¿Que macho! ¿te echas la sogá al cuello?

NOTI SUR LE PREMIER PROCES DES 3 MILITANTS DE L'EX MIL
 EST DEROULE LES 7 ET 8 JANVIER DEVANT LE CONSEIL DE GUERRE
 DE BARCELONE.

Au cours de ce procès, 1 peine de mort et 2 peines de prison
 ont été prononcées respectivement contre Salvador Puig Antich (la mort),
 José Luis Pons Llobet (30 ans de prison majeure, non susceptible de réduction),
 Maria Angustia Mateos Fernandez (5 ans de prison).

Pendant leur incarcération, ces militants furent torturés
 comme le démontrent les nombreuses traces de brûlures qu'ils portaient
 encore au visage lors de l'audience.

Les peines qui les ont frappé ont été prononcées au mépris
 de la propre « légalité » franquiste, puisque Llobet, âgé de 18 ans, ne pouvait
 être, de par son âge, condamné à une peine supérieure à 20 ans de prison
 en vertu de la loi « sur la répression du banditisme et du terrorisme ».
 En ce qui concerne Puig Antich, des médecins militaires cités comme experts,
 ayant démontré que les coups qu'il avait subi au cours de son arrestation,
 avaient été l'une violence telle qu'il n'était plus en possession de tous ses
 moyens physiques et mentaux, le Conseil de Guerre n'a pu lui imputer la mort
 du sous inspecteur Sarragan (l'autopsie du corps de ce dernier a révélé que
 2 au moins des 5 balles qui l'avaient frappé provenaient de tirs de la police).

La peine de mort lui a été infligée pour une expropriation de
 banque à Cerdanya de Bellver au cours de laquelle il conduisait le véhicule.

Ce procès n'est que le premier de toute une série au cours de
 laquelle d'autres peines de mort doivent être requises contre les militants
 de l'ex-MIL emprisonnés.

Durant ces audiences, les inculpés et leurs avocats furent
 injuriés par les policiers se trouvant dans la salle, les avocats étant même
 molestés à la sortie de la salle du tribunal par les bandes fascistes des
 « Guerreros du Christ-Roi ».

Le mercredi 16 janvier, Jean Claude Torres, Angel Moreno Patino, Pierre Roger, Michel Camilleri, sont arrêtés à Paris, et la presse dit qu'ils se préparaient à un attentat contre la compagnie Ibéria pour attirer l'attention sur le sort de Salvador Puig Antich et de tous les accusés de l'ex-MIL.

Au milieu des explications de toutes sortes, des manifestations et des tracts anti-franquistes ou humanitaires qui surgissent ces derniers temps après la condamnation à mort de Puig Antich, nous tenons à expliquer clairement nos positions, et le choix qu'ont fait ces camarades pour lutter contre une société que nous refusons.

NOTRE BUT est de pouvoir intervenir face à un système hostile, à n'importe quel moment, avec les moyens qui nous paraissent nécessaires.

POUR CELA, nous refusons de nous laisser « guider » par les partis ou les regroupements qui se disent révolutionnaires et ne sont en fait que des systèmes de rechange.

Nous refusons de croire à une grande Révolution, qui aurait un début et une fin déterminés par les historiens, les partis ou les intellectuels gauchistes et qu'on attendrait patiemment en la préparant sagement dans les règles fixées en espérant qu'elle nous libérerait tous par la création miraculeuse d'une société idéale et sans problèmes.

Si déjà nous confions notre révolte à d'autres, nous préparons notre future exploitation.

C'EST POURQUOI pour nous, la lutte révolutionnaire ne peut être que celle qui s'organise à partir des démarches de révolte, et des choix de chaque individu, ou prolétaire, responsable et non pas celle qui est organisée à partir de mots d'ordre, et d'idées lancées comme des modes.

C'EST POURQUOI à un type d'organisation autoritaire et hiérarchique, ayant visiblement pour issue une prise de pouvoir par ceux qui auront tous les moyens en main, nous n'opposons nullement une idéologie individuelle de non-organisation totale !

Il serait trop facile de ne voir que ces deux possibilités : ou le parti, ou le désordre inefficace.

Nous savons trop la nécessité d'avoir de la force face à un pouvoir capitaliste pour négliger de mettre tout en oeuvre et de prendre toutes les mesures efficaces qui s'imposent. Mais, pour cela, nous ne croyons pas à la nécessité de groupes purement « militaires ».

NOTRE CHOIX est le moins tranquille ; il s'agit d'agir nous-même, d'inciter ceux qui sont révoltés à agir eux-mêmes, et forts de leur capacité d'intervention

de se regrouper pour une plus grande efficacité.

Dans la situation présente, nous ne voulons pas agir en tant que nationalistes ; nous ne voulons pas spécialement la libération d'un pays opprimé par le fascisme pour tomber dans le piège d'une autre oppression.

Nul ne peut nous rétorquer qu'il s'agit d'un problème purement espagnol et s'en décharger ainsi, en poussant de petits cris indignés sur le fascisme !

Nous n'agissons pas non plus en tant que « terroristes » par principe.

NOUS PENSONS QUE :

- celui ou celle qui exprime sa pensée profonde ...
- celui ou celle qui défend sa vie par n'importe quels moyens ...
- ceux qui se battent contre leurs patrons ...
- ceux qui attaquent les intérêts du capitalisme dans l'une ou l'autre de ses institutions ...
- ceux qui, d'une manière ou d'une autre, contribuent à détruire ce qui nous empêche de vivre ...

AGISSENT DANS LE MEME SENS QUE NOUS !

Le seul but authentiquement juste pour nous :

la conquête de notre autonomie (responsabilité et prise en charge de notre existence) et la lutte constante pour notre survie.

NOUS SAVONS QUE :

C'est la démarche et le but de nos camarades arrêtés, en Espagne et en France, et leur action fait partie d'une lutte qui continue.

EN CONCLUSION :

NOUS NE NOUS RECLAMONS

- D'AUCUNE LIBERATION NATIONALE.
- D'AUCUN « FRONT » DE SOLIDARITE.
- D'AUCUN PARTI, NI D'AUCUNE ORGANISATION ETIQUETES.
- D'AUCUNE IDEOLOGIE QUI SE PRETEND LA VRAIE.

NOUS APPELONS :

- A LA DESTRUCTION DE TOUS LES JOUGS.
- A LA DEMYSTIFICATION DE TOUS LES PIEGES.
- ET A LA PRISE EN MAIN DE TOUS LES MOYENS NECESSAIRES POUR CELA

EX-MIL ET GROUPES AUTONOMES D'INTERVENTION.

**por los consejos obreros
por el comunismo libertario
por la auto-organización de
la lucha de clases
por la autogestión**



**a la huelga insurreccional
viva la anarquía**

achevé d'imprimer
en février 74
imp. édit. 71, paris